



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56701

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

stalag abrita aussi des PG d'autres nationalités, employés soit dans l'industrie environnante, soit dans la culture.

Aussi, la question fondamentale qui s'est posée dès la chute du III^e Reich et la révélation totale des abominations du régime – et qui se pose toujours d'ailleurs – est celle de la connaissance que pouvait en avoir tout un peuple, et non pas quelques milliers d'acteurs et participants directs. Certes, les autorités de la RFA ont réalisé une œuvre humaine extraordinaire pour honorer la mémoire des victimes du nazisme, ce qui inclut également une réflexion sur l'attitude du peuple allemand mais l'on peut se demander, et les auteurs ont le courage de le faire en exposant les problèmes associés à l'érection d'un monument commémoratif à Stukenbrock et sa réception, si de nos jours une tendance à une réaction inverse n'est pas en train de s'installer.

Il ne nous appartient pas d'entrer trop avant dans cette problématique mais ce petit livre courageux, fondé sur un travail d'historien de bonne facture, va par conséquent bien au-delà du descriptif événementiel pour évoquer – son rôle n'est pas d'aller plus loin – les conséquences humaines du nazisme. Et ironie du sort, de 1945 à 1947, ce camp, d'abord tenu par les Américains puis par les Britanniques, servit à la dénazification et abrita de 1948 à 1970 l'Œuvre sociale de Stukenbrock, destinée à recueillir les réfugiés venant de l'Est...

Marcel SPIVAK, Vincennes

Lothar KETTENACKER, *Krieg zur Friedenssicherung. Die Deutschlandplanung der britischen Regierung während des Zweiten Weltkrieges*, Göttingen, Zürich (Vandenhoeck & Ruprecht) 1989, 578 p. (Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts London, 22).

Au programme hitlérien de guerre de conquête, il est curieux de constater que le gouvernement britannique n'opposait, même après la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, qu'un programme de paix durable qui peut être considéré, ainsi que l'avait remarqué à l'époque Anthony Eden, comme le dernier reste de la politique de l'«*appeasement*». On peut trouver à cela une double explication: d'une part le premier ministre et de nombreux politiciens travaillistes entretenaient l'espoir d'un écroulement intérieur spontané du régime nazi, d'autre part un certain nombre de membres du gouvernement considéraient que Hitler, se rendant compte qu'il était dans une impasse, finirait bien par rechercher des négociations et que le refus de celles-ci ne servirait alors qu'à prolonger inutilement la guerre.

Les plans britanniques concernant l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale mettaient donc finalement en avant les mêmes buts qui avaient été ceux de la diplomatie d'avant-guerre: établir la paix sur des bases durables et préserver son propre statut de grande puissance. Les recherches de Lothar Kettenacker s'attachent à montrer cette continuité de la politique extérieure britannique pendant la guerre et jusque dans les années d'après-guerre. La Grande-Bretagne ne disposant ni des mêmes ressources économiques que les Etats-Unis, ni du même réservoir humain que l'URSS cherchait, ainsi, avec une belle suffisance, à se persuader et à persuader les autres puissances que sa maturité politique, son expérience diplomatique et la confiance qu'elle inspirait en Europe occidentale, suffisaient à lui conserver un «*leadership*» incontestable.

L'auteur dont l'étude s'appuie largement sur des sources jusque là inédites en provenance du Public Record Office de Londres et des National Archives de Washington, relie cette attitude au rôle d'importance croissante joué par les organismes de planification et à la part prise par les fonctionnaires au processus de décision politique. Son ouvrage traite principalement des méthodes employées pour s'assurer la paix, de la manière dont elles ont été mises au point et introduites dans le processus politique par une bureaucratie de Whitehall abandonnée à elle-même. Dans le but de conserver à son pays son statut de puissance de premier plan, cette élite de hauts fonctionnaires échafaudait des montages toujours renouvelés destinés à suppléer au déclin du pouvoir réel de leur pays.

Churchill lui-même ne put, d'après Lothar Kettenacker, avoir une influence réelle sur ces plans pour l'Allemagne d'après-guerre dont le caractère anonyme et technocratique est ainsi d'autant mieux mis en évidence. Son influence directe se borne en fait à deux décisions, essentielles il est vrai l'une et l'autre: la résolution inébranlable de parachever une victoire militaire, donc de ne mettre en aucun cas de terme politique à la guerre, et son acceptation d'une alliance avec l'Union soviétique. Intéressé avant tout par les problèmes militaires, il semble avoir considéré qu'une fois la victoire assurée, il resterait bien assez de temps pour discuter de la paix. Héritier d'une vieille tradition de chevalerie, il se refusait à confondre l'Allemagne avec le nationalsocialisme et freina autant qu'il le put toutes les solutions de punition collective, telle que l'exécution de 50 000 officiers allemands préconisée à un moment par Staline. Fondamentalement sceptique envers tout plan d'avenir, il savait d'instinct que tout se passe en général différemment de ce qui a été prévu, ce qui explique son attitude.

Un index des personnes et des matières ainsi qu'une bibliographie très complète font de cet ouvrage un excellent instrument de travail.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

Rainer A. BLASIUS (Hg.), *Dokumente zur Deutschlandpolitik*. 1. Reihe, Band 3/I: 1. 1.-30. 6. 1942, Band 3/II: 1. 7.-31. 12. 1942, Frankfurt/Main (Alfred Metzner Verlag) 1988, CLIII-1366 S.

Il serait vain de prétendre présenter ici la collection »Dokumente zur Deutschlandpolitik« éditée par le ministère des Relations interallemandes et qui jouit d'un prestige incontestable dans le monde de la recherche historique. On peut rappeler simplement que l'ensemble se compose de 5 séries distinctes, couvrant la période du 3 septembre 1939 jusqu'à nos jours. C'est aujourd'hui le troisième volume (en deux tomes) de la première série qui vient s'ajouter aux deux déjà parus. Il couvre la totalité de l'année 1942.

On y trouve notamment les conséquences des entretiens Eden-Staline de décembre 1941 à Moscou, le traité d'alliance et de coopération anglo-soviétique du 26 mai 1942, les discussions autour du problème de la responsabilité collective de l'Allemagne déclenchées par Lord Robert Vansittart, les efforts déployés par le gouvernement tchèque en exil pour faire annuler le pacte de Munich, l'accord du cabinet de guerre britannique sur le principe d'un déplacement après la guerre des minorités allemandes de l'Europe de l'est et du sud-est, ainsi que sur la question des réparations et du traitement des criminels de guerre. La seconde moitié de l'année vit l'intérêt de tous se focaliser sur le nouvel ordre à instituer en Europe à l'issue du conflit. Les textes présentés dans ce volume permettent de mettre en évidence l'affrontement de six conceptions différentes: 1) une Europe amicalement partagée (mais non divisée!) entre la Grande-Bretagne et l'URSS avec une Allemagne intacte; 2) une Europe partagée entre d'une part la France et la Grande-Bretagne (avec le soutien des Etats-Unis) et, d'autre part, l'URSS, ce qui supposait le partage de l'Allemagne; 3) une Europe continentale sous surveillance de la Grande-Bretagne (qui serait alors soutenue par les Etats-Unis), sans partage de l'Allemagne; 4) une Europe continentale sous surveillance de la Grande-Bretagne, de l'URSS et des Etats-Unis, avec une Allemagne territorialement intacte mais économiquement affaiblie; 5) une Europe continentale laissée à elle-même, avec une Allemagne à l'unité préservée et sans influence britannique ou soviétique; 6) des »Etats-Unis d'Europe« avec une séparation du sud de l'Allemagne ainsi qu'une démilitarisation et une surveillance durable de la Prusse.

Le Premier ministre Winston Churchill se montrait en faveur de la dernière hypothèse, le Foreign Office de la troisième.

De même que les autres ouvrages déjà parus, celui-ci ne connaît de limites que celles, temporelles - l'année 1942-, qui lui sont assignées par sa place dans la collection. Il vise à diffuser pour les besoins de la recherche le maximum de documents administratifs actuelle-